L'HÉMISPHÈRE,

JOURNAL FRANÇAIS ET ANGLAIS—FRENCH AND ENGLISH JOURNAL.

NO. 48. PHILADELPHIE, SAMEDI, 27 JUILLET, 1811. VOL. II.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

Général Junot.

Le général Junot est connu sous le nom de duc d'Abrantès. Il est employé en Portugal. Il commande le 8eme corps d'armée sous les ordres du général Masséna.

Junot est âgé d'environ quarante ans. Sa taille est de cinq pieds quatre pouces; sa constitution est robuste; il a beaucoup d'embonpoint; sa figure est charnue, très-rouge et dénote un ami de la bonne chere; sa physionomie exprime sa crânerie; sa tournure est commune; sa tenue est très-riche. Il est habituellement en uniforme de colonel général de hussards. Son ton est brusque et ses manieres sont peu polies.

Les parens de Junot étaient des cultivateurs aisés. Ils lui firent apprendre à lire et à écrire. Il n'était pas encore décidé pour un état, et il vivait dans l'oisiveté, lorsque la révolution fit former des bataillons de volontaires. Il partit comme simple soldat. Il se fit remarquer par cette bravoure calme dont la nature l'a doué. Il fut successivement caporal, sergent, et officier. Il était employé en cette qualité, lorsque Bonaparte, dans une revue qu'il passait de son bataillon, le distingua, le fit entrer dans son état-major, et le prit ensuite pour son aide-de-camp.

Junot eut assez de finesse pour s'apercevoir que le moyen le plus sûr de plaire à Bonaparte était de faire parade d'une grande intrépidité. Il poussa le ridicule jusqu'à s'affubler de cette espece de flagornerie, jusqu'au milieu des festins. Quiconque venait au quartier-général, et paraissait vouloir prendre ton, était sûr d'être provoqué par Junot. On ne parlait que de son adresse à manier le sabre. Le général Lannes ne craignit point *ce Don Quichotte;* à la suite d'une discussion, ils se battirent en duel. Lannes donna à Junot un grand coup de sabre qui lui fendit le ventre et mit sa vie en danger. Cette leçon le détermina à renoncer à l'arme blanche. Il ne se trouvait pas assez leste pour tirer la pointe ou l'espadon. Il s'adonna à l'exercice du pistolet; il s'en occupa des journées entieres: il s'y est perfectionné, et l'on assure qu'il tue les hirondelles au vol. Une bien fausse conséquence de tant d'adresse lui a rendu sa premiere insolence.

Nommé commandant de Paris, il faisait consister son grand amusement à primer dans tous les lieux les plus fréquentés par le public. Il était habillé en bourgeois. A Fres-

cati, où il jouait au billiard, il voulut exercer sa suprématie: il perdait. Il se permit de propos indécens. Comme il était connu, on le pria d'être plus honnête. Lorsqu'on vit que la douceur était superflue, on voulut le mettre à la porte. Le caractere violent de Junot fut exaspéré d'un pareil affront: il se permit de frapper: la riposte fut aussi prompte qu'efficace. On lui tomba sur le corps, *et on repoussa la force par la force;* on accourut pour séparer les combattans, mais un peu tard pour Junot qui fut obligé de garder le lit pendant près d'un mois.

Aussitôt que Bonaparte fut instruit de l'étourderie de son premier aide-de-camp, il lui ordonna les arrêts; il le menaça en cas de récidive, d'une disgrâce complette. Comme la nature réclame toujours ses droits, Junot ne changea pas son train de vie. Il prit la précaution de se faire accompagner dans ses orgies par deux ou trois bons lurrons, pour lui prêter main forte en cas de besoin.

On n'a entendu parler de Junot comme général que lorsqu'il est parti pour l'armée de Portugal. Il y avait deux mentors, Laborde pour l'infanterie, et Kellermann pour la cavalerie. C'est en vain qu'à son retour d'Egypte, Bonaparte voulut lui faire une réputation militaire, en mettant au concours un tableau du combat de Nazareth, où on veut faire croire qu'avec trois cents hommes, il se battit avec succès contre environ trois mille Musulmans. Si la justice avait été observée, on aurait donné au colonel Duvivier, du 14e régiment de dragons, tout l'honneur de cette retraite. Junot fut battu à Nazareth. Son corps de six cents hommes aurait été exterminé, malgré les talens et le sang-froid de Duvivier, si Kléber n'était venu à son secours avec sa division.

Des officiers de l'armée d'Egypte témoignerent, à leur retour en France, le plus grand étonnement de la distinction accordée à Junot par Bonaparte, en faisant célébrer, par les artistes de la capitale, cette échaufourée de Nazareth. Ils firent connaître le véritable motif de la reconnaissance de Bonaparte pour son aide-de-camp, et ils prétendirent que M. Gros aurait fait un tableau bien plus intéressant, s'il avait pris pour sujet le mariage provisoire de Bonaparte avec l'épouse d'un officier français, sous la direction de Junot. Le mari reçut une *mission* pour France, et on n'en a jamais plus entendu parler. On est révolté de tant d'immoralité; on refuse de croire à une conduite si infâme. Le fait est incontestable; j'en ai eu la confirmation par la personne dont il est question. Dans sa Confession à l'abbé Maury, Bonaparte donne des détails qui ne laisseront aucun doute sur ce sujet, même aux plus incrédules.

Dans un combat singulier, Junot aura beaucoup de chances en sa faveur. Dans la direction des troupes, il sera toujours novice. La premiere et la derniere affaire où le *soi-disant héros de Nazareth* a commandé en chef, est celle de Vimeira. Il fut battu par le général Lord Wellington, et si sa déroute ne fut pas complete, il en fut redevable au général Kellermann, qui, par ses manœuvres habiles et audacieuses, fit face à la cavalerie anglaise et réusit à la contenir. Aussi nul dans les négociations que dans la combinaison des opérations de guerre, Junot ne servit que de prête nom à la convention de Cintra. On doit encore reconnaître dans *ce pont d'or fait à l'ennemi*, l'adresse du jeune Kellermann. Junot lui avait donné carte blanche; il lui était difficile de faire un meilleur choix; ses succès passerent toutes

les espérances de Junot. On eut raison de pousser les hauts cris en Angleterre contre cette capitulation qui ne fit que faire changer de position à l'armée française, puisque, quelque tems après, elle se trouva rendue sur les frontieres des Asturies, après avoir coûté des sommes énormes pour le transport par mer sur les côtes de France ; il eût été bien plus avantageux de la renvoyer par terre. Ce voyage eût diminué les colonnes un peu plus efficacement que le mal de mer, comme cela fut exécuté plus tard contre le corps d'armée du général Soult. La prise d'Astorga est due au général Clausel, Junot n'y parut que pour la forme, comme Jourdan à Maestricht. Le seul mérite de Junot est donc son dévouement sans bornes à Bonaparte. Souvent il lui a donné une fausse direction. A l'époque du camp de Boulogne, il commandait à Arras un corps de grénadiers. Bonaparte avait témoigné le désir que toute l'armée eût ses cheveux coupés à la *Titus*. Les généraux communiquerent cette intention aux chefs de corps, avec l'invitation de s'y conformer, s'ils ne le croyaient pas nuisible au bien du service. Junot en fit un ordre absolu, et il rendit les capitaines responsables de son execution. Une compagnie refusa. Le capitaine qui ne connaissait que l'obéissance, coupe les cheveux au premier homme de la compagnie. Le grénadier se retourne, et lui passe son sabre au travers du corps. L'officier tombe roide mort. Le grénadier fut traduit devant le conseil de guerre, condamné à mort, et fusillé dans les vingt-quatre heures. Bonaparte reprocha à Junot son imprudence, et lui ôta son commmandement qui fut donné au général Oudinot.

Son courage qui est celui de tous les soldats, devient témérité chez un général ignorant. On objectera que Junot commande cependant trois divisions qui forment un total de vingt-cinq mille hommes. Je pourrais répondre que Charbonnier et Jourdan ont eu des commandemens plus importans. Je me borne à dire que Bonaparte calcule non les talens, mais la fidélité des généraux auxquels il accorde sa confiance. Junot reçoit les ordres de Masséna. Il les exécute très ponctuellement ; il charge son chef de l'état-major de faire le travail des divisions, et il ne lui reste qu'à choisir un bon quartier-général. Quand il faut se battre, on doit compter que Junot sera toujours aux premiers rangs. Il est calme au milieu du feu le plus vif. Comme il n'a ni génie, ni coup-d'œil, ni connaissance des manœuvres, il a le grand défaut de suivre l'avis du premier venu. On ne doit pas atendre une attaque de Junot. Il faut tomber sur lui à l'improviste, et tâcher de surprendre son camp ou ses cantonnemens ; on en aura fort bon marché. On peut en juger par sa campagne de 1809, en Franconie, contre le Duc de Brunswick, et le général Kienmayer.

A l'ignorance de son métier, cet officier joint une prodigalité sans exemple, puisqu'à son passage à Bordeaux en revenant de Portugal, il donna mille louis à une danseuse du théâtre de cette ville pour récompenser sa complaisance ; on en conclut qu'il devait avoir pillé des sommes immenses.

Quoiqu'absent de Paris, il conserve le titre de gouverneur de cette capitale, et il continue à recevoir les *épingles*, qui montent à 50 mille livres sterling par an. Malgré qu'il n'ait aucun fait d'armes qui puisse être cité honorablement, on assure qu'il est très-mécontent de n'avoir pas encore été nommé Maréchal. Brave comme un grénadier, libertin

au dernier degré, grand ami du pillage, doué de quelqu'esprit naturel et de *beaucoup de qualités physiques*, mais dénué de connaissances utiles, Junot doit être regardé, depuis la mort de Lannes, comme le plus fidele Séïde *du héros de Saint Jean d'Acre.*

Extrait du Journal de l'Empire.

Monseignenr le Cardinal de Maury, archévêque de Paris, vient de publier un mandement qui ordonne des prieres publiques au sujet de la grossesse de S. M. l'Impératrice. En voici quelques passages :

" Le trône de Charlemagne que nous avons vu se relever avec le plus grand éclat, au milieu de tant de débris et de ruines, va s'environner sous nos yeux des plus solides appuis que notre piété filiale puisse désirer pour le bonheur de notre patrie. L'auguste et vertueuse souveraine qu'il a plu au ciel d'enrichir en notre faveur des dons les plus précieux de la nature et de grâce, obtient par sa fécondité de nouveaux titres au dévouement et à la reconnaissance de la nation. Le restaurateur de nos autels, l'arbitre de l'Europe, le libérateur, le régénérateur, l'homme de la France, ne croit pouvoir exprimer avec assez d'énergie la plénitude de joie qui absorbe toutes les facultés de son âme, au moment où il annonce à ses peuples un si heureux événement, qu'en déclarant à tout l'univers, devant le Dieu dont il reçoit un pareil bienfait, qu'il en éprouve *une satisfaction infinie.** C'est ainsi qu'au comble des prospérités humaines, sa gratitude a signalé son bonheur, en le confondant avec ses propres destins et la perpétuité de la monarchie française.

" Ah ! plaise au ciel, N. T. C. F., qu'en se voyant bientôt revivre dans un héritier, digne de son nom, qui est devenu pour jamais son plus grand éloge, de ce nom qui rappellera toujours à sa postérité combien le génie d'un seul homme, suscité par la Providence pour renouveller la face du monde, peut influer sur les destinées d'une nation et de l'univers entier ; plaise, disons nous, à la bonté divine qu'il se voie aussi recommencer lui-même, s'il est possible, par un fils formé à l'école d'un si beau regne ! Mais, ce tableau en action de tous les devoirs des rois imposera nécessairement à cet enfant auguste une dette immense de gloire, en devenant pour lui ; dans les desseins du ciel, la plus instructive des leçons, comme le plus parfait des modeles dans cet art suprême de gouverner les hommes, que la vie d'un tel pere aura rendu si difficile ; et il y trouvera ce que nous admirons nous mêmes pour la premiere fois, dans l'histoire du genre humain, la mesure et la réunion de tous les genres de génie sur le trône.

Nous éprouvons, N. T. C. F., la consolation la plus douce et la plus intime, en vous présageant toute la magnificence de Dieu envers la France, la premiere fois que notre voix apostolique se fait entendre au peuple immense dont nous sommes destinés d'en haut à devenir le conducteur dans les voies du salut. Nous bénissons donc, de toute la plénitude notre cœur, la miséricorde infinie du pasteur éternel, oui nous la bénissons avec amour, de pouvoir en ce moment rassurer toutes les âmes pieuses, et honorer publiquement notre ministere en vous transmettant ici les sentimens de religion que S. M. daigna nous manifester pour encourager notre faiblesse, au moment où, contre toute attente de notre part, son choix venait de nous appeler au siége métropolitain de cette capitale. Son attachement au culte qu'il professe hautement, et auquel

* Lettre de Bonaparte.

il ne cesse de donner des preuves éclatantes de protection et de munificence, sut alléger aussitôt le fardeau qu'il nous imposait, et ranimer notre confiance par le développement lumineux de l'une de ces pensées pleines d'avenir qui sont si familieres à son génie. Après nous avoir déclaré qu'il n'avait besoin de personne pour assurer pendant sa vie une puissance devenue inébranlable entre ses mains, ce monarque législateur ajouta que la vie de l'homme n'étant qu'un passage sur la terre, il voulait donner à son trône la plus grande stabilité que puissent avoir les institutions humaines, en l'appuyant sur la base immuable de notre sainte religion, à laquelle il ne souffrirait jamais qu'il fût fait aucun changement.

Vous partagerez N. T. C. F., l'émotion vive et profonde que dut nous causer une volonté si rassurante dans la bouche d'un souverain tout puissant; notre zele pastoral était impatient de la faire connaître au troupeau que nous devons et que nous voulons toujours nourrir du lait le plus pur de l'ancienne et invariable doctrine de l'église. De pareils sentimens honorent à jamais cette religion vraiment divine qui mérite un si bel hommage, en apprenant aux hommes à être fideles aux puissances établies de Dieu, par *devoir et conscience*. Puissent donc ces paroles royales et historiques retentir dans toute l'étendue de l'empire français, pour servir à jamais de maxime aux descendans d'un si grand homme! Ce n'est pas encore assez; puissent-elles être entendues de l'univers entier et de la postérité la plus reculée, qui s'empressera d'y répondre comme nous par des acclamations unanimes d'admiration, de dévouement et d'amour!

(Oh! Monsieur l'Abbé Mauray!) *Quantum mutatus ab illo!*

Révolution du Paraguay.

MASSACRE

DU

GÉNÉRAL DON SANTIAGO LINIERS.

Il paraît que du moment où l'on a su dans toutes les possesions espagnoles des deux Amériques, que la Junte Centrale était dissoute, que Séville était conquise, et que les Français étaient devant Cadix, une grande partie des habitans natifs de ces colonies ont regardé la cause de la merepatrie comme perdue; qu'ils n'ont pas voulu reconnaître le Conseil de Régence que la Junte Centrale avait nommé en se séparant; et enfin que le parti d'indigenes qui, depuis si longtems, soupirait pour l'indépendance des colonies, et leur affranchissement du joug de la métropole, a saisi cette occasion pour manifester ses vues et mettre à exécution le plan qu'il avait formé depuis long-tems. Ils se sont en conséquence proclamés indépendants de la vieille Espagne, ne voulant reconnaître aucune espece d'autorité que celle de leurs propes Juntes, mettant toujours en tête de leurs actes le nom sacré de Ferdinand VII, et envoyant des députés en Angleterre pour réclamer protection et alliance.

Le célebre défenseur de Buénos Ayres, Don Santiago Liniers, ne voulant donner aucun ombrage dans cette ville, où il jouissait de la plus grande popularité parmi le militaire et les hautes classes des habitans, s'était démis du commandement provisoire qui lui avait été conféré par l'Audience, lors de la révolution d'Espagne, et il avait été le premier à faire reconnaître le nouveau viceroi, Don Cisneros, que la Junte Centrale envoya dans la capitale du Paraguay. Il sentait que sa qualité de Français le rendrait toujours suspect de quelque partialité pour l'usurpateur, malgré tous les gages de patriotisme et d'attachement à la cause légitime qu'il avait donnés. Il s'était retiré à Cordova, à 160 lieues de la capitale, et là, dans la société de l'évêque, Don Rodrigo Antonio de Orellana, homme de lettres et prélat digne des pre-

miers siecles de l'Eglise par ses vertus, et de celui de Louis XIV par ses belles connaissances et son amabilité. dans celle du gouverneur, des magistrats, et des gens de loi de cette ville, il vivait paisiblement, s'occupant de l'éducation de sa nombreuse et charmante famille, lorsque le bruit des insurrections de Buénos Ayres vint jusqu'à lui, et qu'il fut invité à faire cause commune avec les insurgens, avec la promesse d'un emploi distingué. Mais, comme on va le voir par la suite, ce n'était qu'un piége que lui tendaient ses ennemis pour l'attirer à Buénos Ayres, et après s'être assurés de lui, exercer une vengeance qu'ils brûlaient d'assouvir.

Outre le motif de sa conservation personnelle, M. de Liniers, né gentilhomme et sujet de la maison de Bourbon, et revêtu des ordres et des brevets de la cour d'Espagne, ne devait pas hésiter sur le parti qu'il avait à prendre. Il connaissait trop bien le caractere des indépendans de Buénos Ayres, ses ennemis acharnés, pour ne pas voir que le nom de Ferdinand VII mis en avant par eux, n'était qu'un prétexte pour essayer de masquer leur projet ambitieux d'émancipation absolue de la mere-patrie, même avant qu'elle ne fût en danger imminent d'être subjuguée. Il prit donc parti pour la cause véritable du Roi, contre les révolutionnaires ; forma un petit corps à Cordova ; et crut pouvoir opposer le drapeau royal au drapeau révolutionnaire.

Pour une plus parfaite intelligence des motifs qui le dirigerent dans son choix, il faut connaître l'esprit général qui animait au commencement de cette année les mécontents de Buénos Ayres, et leurs dispositions contre Liniers. Cette capitale était remplie de factieux, rongés d'ambition et pétris d'ignorance. qui depuis plusieurs années, ne cessaient de nourrir le projet d'indépendance, afin de s'emparer de toute l'autorité du gouvernement. La résistance énergique que Liniers leur opposa, lui attira de bonne heure toute sorte de persécutions de leur part, et leur fit propager, pour pallier leurs desseins criminels, la fausse opinion qu'il servait secretement les vues de Napoleon.

De toutes les erreurs politiques, aucune n'était plus dangereuse que celle qu'avait commise l'ancien gouvernement espagnol, d'envoyer en Amérique les sujets dont les vices, l'immoralité et le caractere rendaeint leur présence déshonorante à des familles puissantes en Europe. Il en résultait nécessairement que les Colonies se remplissaient de scélérats, toujours prêts à entrer dans toutes les commotions populaires, et attirant par leur conduite la haine des Créoles contre les Européens. Outre cette espece d'hommes, il en était une autre qui n'était pas moins dangereuse pour le maintien du bon ordre. C'étaient les hommes qui fugitifs souvent par crimes, se cachaient dans les bâtimens qui allaient d'Espagne en Amérique. Les lois espagnoles des Indes, code digne de Solon ne trouvant pas de terme, assez énergique dans la langue espagnole, et qui les caractérisât assez bien, avait, adopté pour eux la dénomination française de *polisson*. Par la loi, cette espece de gens devait être, à son arrivée, aggrégée aux armes. Les capitaines qui les transportaient, quoique souvent sans en avoir connaissance qu'à cent lieues en mer devaient à leur arrivée les dénoncer aux gouverneurs des ports de leur destination, sous des peines très-graves ; mais ce sage reglement était presque toujours violé. Quelques-uns de ces gens, sans éducation et sans morale, passaient leur vie dans les tavernes et les tabagies *ad omne parati ;* d'autres, plus ambitieux, s'introduisaient dans l'intérieur du pays, d'abord en pacotilleurs, et devenaient quelquefois de gros commerçans, leur fortune se faisant souvent tout d'un coup par des mariages avantageux. Tel est le principe, telle est l'origine d'un très grand nombre des habitans des Colonies Espagnoles. Et pourtant, c'est dans cette classe d'hommes qu'étaient ordinairement choisis et élus les membres des corps municipaux. Tout homme d'une conduite honorable employait tout son

crédit pour éviter une magistrature qui ne devait durer qu'un an, et qui, s'il en remplisssait les devoirs, lui faisait, outre l'abandon absolu de ses affaires, des ennemis d'autant plus dangereux pour lui que sa charge ayant cessé, il se trouvait confondu dans la foule des simples citoyens. Mais les hommes turbulens et mal intentionnés briguaient ces emplois pour en abuser, d'autant plus que les priviléges et prérogatives de ces corps, (qui dans leur principe et après la conquête, étaient toujours composés d'hommes du premier mérite,) étaient très-considérables. Ces corps en général, composés presque toujours des membres *polissons* actuels, ou des *polissons* originaires, ont toujours eu pour principe de braver le gouvernement, et ont toujours un une tendance à l'independance; le gouvernement ayant souvent besoin de l'influence de ces corps sur le peuple dont ils sont les oracles, tolérait de leur part des excès dont ils abusaient toujours.

Dans la premiere classe des ennemis et persécuteurs de Liniers, était le colonel Elio, personnage brutal, ignorant et présomptueux, sans connaissances militaires, et se croyant le premier capitaine du monde pour avoir fait une campagne en Roussillon en qualité d'aide-de-camp d'un général subalterne. Il arriva d'Espagne à Montevideo dans le tems où Sir Samuel Auchmuty était maître de cette ville. Il put s'échapper et venir à Buénos Ayres, où la présomption qui en impose toujours à l'ignorance, le fit regarder comme un présent du ciel. Par l'absence du viceroi, la capitainerie général était déposée dans le tribunal de l'Audience; et Liniers n'avait le commandement des troupes que sous l'autorité de ce tribunal. Ce corps, entraîné par le préjugé général, crut ne pouvoir pas faire un meilleur choix que celui du colonel Elio, pour lui confier le commandement d'un corps de 1500 hommes que Liniers avait proposé de faire passer sur la rive nord de la Plata, pour empêcher les Anglais qui s'étaient déjà emparés de la Colonie du St. Sacrement, de faire de nouveaux progrès dans le pays. Celui-ci, connaissant l'étourderie d'Elio et la bonne opinion qu'il avait de lui-même, s'opposa à ce choix, exposant à l'Audience que l'objet de ce détachement n'étant que d'observer et d'incommoder l'ennemi, sans se compromettre dans aucune action générale, il ne croyait le Colonel nullement propre à ce genre de guerre. L'événement justifia sa prédiction. La premiere opération du brillant Colonel fut de tenter une surprise sur la Colonie. Une attaque de nuit, même avec des troupes de ligne, est dangereuse. Que devait-on attendre avec des volontaires dont la plupart se trouvaient au feu pour la premiere fois? Le coup manqua. comme il devait manquer, et ce détachement fut fort heureux que l'obscurité de la nuit eût favorisé sa retraite. Elio, au lieu de ranimer ces troupes par de bonnes paroles, les maltraita au dernier excès, et quoiqu'elles lui eussent témoigné de toutes les manieres leur mécontentement, il se rapprocha de l'ennemi et alla camper à quatre lieues de lui dans un fond découvert sans bois et sans abri. On l'avertit au point du jour qu'il allait être attaqué. Sa réponse fut qu'il ne se croyait pas assez heureux pour que les Anglais vinsent se mettre entre ses mains. Il forma sa troupe sur son terrain même, au lieu de s'avancer pour disputer le passage d'un ruisseau qu'il avait à son front. Il plaça son artillerie sur un de ses flancs, isolée et presque sans munitions. Les Anglais s'avancerent fierement, et passerent le ruisseau. Les canoniers espagnols, sans attelages pour retirer leurs pieces, les abandonnerent après avoir consommé leur poudre. La troupe, après avoir riposté à la premiere décharge des Anglais, fit, comme son chef, volte face, et se mit à courir à toutes jambes en jetant ses fusils. Ainsi dans ce beau fait d'armes, Elio perdit toute son artillerie et la moitié de son détachement qui fut prise, tuée ou blessée.

Après l'attaque de Buénos Ayres par le général Whitelock, Elio fut fait brigadier, et faute d'officier plus ancien, il fut nommé gouverneur de

Montevideo. Là il commença à cabaler avec quelques membres d'un cacabinet voisin. On sait que pendant l'absence de la famille royale d'Espagne, la cour du Brésil n'a jamais perdu de vue que la souveraineté de toutes les Espagnes pouvait un jour devenir l'héritage de la Princesse du Brésil, sœur de Ferdinand VII. Un émissaire portugais arriva de Rio Janeiro dans la riviere de la Plata, avec une mission ostensible de venir traiter avec Liniers sur les moyens de régler le commerce colonial sur des bases fixes ; mais malheureusement pour cette mission, le ministre du Brésil avait écrit au Cabildo de Buénos Ayres pour lui proposer de se rendre indépendant sous la protection du Portugal et de ses alliés. Liniers résolut de ne point recevoir cet envoyé et de le retenir à Montevideo, chargeant Elio de lui faire exhiber ses lettres de creance ; l'émissaire répondit qu'il ne les avait pas, ne les ayant pas cru nécessaires, mais qu'il allait les demander tout de suite. Liniers écrivit au ministre du Brésil pour se plaindre de la lettre qu'il avait écrite au Cabildo ; mais celui-ci lui protesta qu'il avait été provoqué à l'écrire par les mêmes personnes à qui il l'avait adressée : la suite prouva la verité de ce fait.

Pendant deux mois que l'émissaire demeura à Montevideo, logé chez Elio, il s'occupa à faire entrevoir a celui-ci qu'en intentant une accusation à Liniers, on pouvait le faire déposer, et qu'alors la vice-royauté serait dévolue de droit à Elio. La chose ainsi combinée entr'eux, l'envoyé portugais remit à Elio un long mémoire dans lequel il lui déclarait que sa cour ne pouvant pas douter que Liniers étant Français, était nécessairement le partisan dévoué de Bonaparte, il se retirait, quoiqu'il eût reçu ses lettres de créance ; et en même tems il fit passer à Liniers un écrit par lequel il lui intimait de remettre à la disposition de sa cour la bande septentrionale de la riviere de la Plata La réponse de Liniers à cette impertinente sommation, fut telle qu'elle devait être.

Elio, fidele au plan convenu avec son associé, forma une accusation formelle contre Liniers, lui intentant les griefs les plus ridicules. L'Audience en fit une justice complette, et rendit le jugement le plus favorable à la conduite et la pureté des principes et de sentimens de Liniers.

Elio, furieux, au lieu de se soumettre à la décision du tribunal de L'Audience, se déclara en état d'insurrection. Il fit circuler toutes sortes d'écrit incendiaires pour faire soulever les provinces de l'intérieur, et il y réussit malheureusement dans celles de la Paz, de Chuquisaca, et de Cuzco. Il envoya des émissaires en Espagne avec de nombreuses accusations contre Liniers, mais son grand plan échoua. Alors il eut recours à de nouveaux complots. Il organisa à Buénos-Ayres une insurrection qui devait éclater le 1er de Janvier 1809, d'accord avec le corps municipal. Ils y firent entrer plusieurs individus des trois corps armés des Catalans, Biscayens et Galiciens. Liniers fut instruit de ce complot deux mois avant son exécution. Il prit les mesures nécessaires pour le faire échouer. Les commandans des autres corps lui promirent fidélité. Il tâcha, par tous les moyens de persuasion, d'engager les rebelles à ne pas écouter des conseils, et à ne pas prêter la main à des actes d'iniquité qui exposeraient la ville à des désastres affreux et qui finiraient par leur propre perte Il leur représenta que les sujets fideles était plus nombreux que les insurgens, et qu'ils avaient sur eux l'avantage de défendre la cause de la légitimité. Les insurgens sont toujours audacieux. Il attribuerent à timidité les sentimens de modération que Liniers cherchait à leur inspirer. Enfin, le jour fatal arriva, le tocsin sonna, les conjurés se rassemblerent en armes sur la place, et les corps fideles se formerent de leur côté, frémissans de rage. Le peuple resta neutre. Tout l'vantage de la force était du côté de Liniers, mais l'humanité l'emportant chez lui sur la justice, tous ses soins se dirigerent à empêcher l'effusion du sang, et à empêcher les troupes du roi de tirer vengeance des pro-

vocations sans nombre que leur faisaient les insurgés. L'évêque se mêla avec ces derniers pour les amener à la raison. La journée se passa en pourparlers. Enfin, Liniers ordonna à sa troupe de marcher et de prendre poste sur la place. Les conjurés ne les attendirent pas et se disperserent de tous côtés, cédant tous les postes qu'ils avaient occupés, et Liniers jouit des acclamations de la loyauté et de la satisfaction intérieure d'avoir dissipé cet orage sans effusion de sang. Il fit aussitôt arrêter le corps municipal, et désarmer les trois corps qui étaient entrés dans l'insurrection ; il assembla le conseil le lendemain, et cinq membres du corps municipal, savoir :

Alzaga, premier alcade, le plus riche négociant de Buénos-Ayres et le plus turbulent ;

Villanueva, de colporteur devenu un des premiers capitalistes de la ville ;

Santa Colonia, Neira, jeune homme jouissant d'une grande fortune, et Olaguez Reynals, commandant du corps des Catalans ;

Furent provisoirement exilés à un établissement de la côte Patagonique. Les corps des Biscayens, des Catalans et des Galiciens furent cassés et leurs drapeaux déposés au fort.

Elio, instruit par quelques conjurés fugitifs, du pitoyable succès de ses mauvais conseils, arma des bâtimens du roi et fit enlever les cinq exilés du port d'El Carmen au Rio Negro, et les reçut avec autant de pompe que Manuel fit recevoir autrefois au Champ-de-Mars les soldats du régiment de Châteauvieux, libérés des galeres.

Liniers avait, ainsi que l'Audience, rendu au gouvernement espagnol un compte fidele de tout ce qui s'était passé, et lorsqu'il s'attendait, de même que tous ceux qui l'avaient aidé à soutenir les intérêts du Roi et de la mere-patrie, à voir leur conduite approuvée et les coupables punis, ils virent, avec la plus grande surprise, arriver un nouveau viceroi prévenu par la Junte Centrale d'Espagne contre Liniers et contre la ville de Buénos-Ayres. Elio fut fait inspecteur général, toutes ses opérations furent approuvées, et le malheureux Liniers traité comme un homme suspect.

Les conjurés, bien persuadés que leur triomphe momentané ne tiendrait pas long-tems contre l'évidence des faits, imaginerent alors un plan diabolique. Voici quel fut leur calcul. Ils se dirent, que si le nouveau viceroi se rendait en droiture à la capitale, il serait bientôt convaincu que Buenos-Ayres était fidele à l'autorité légitime et que le chef n'était pas un traître ; qu'il y serait reçu avec acclamation, et que son prédécesseur qui ne désirait rien tant que d'être relevé de son commandement, et dont les opinions et les volontés étaient respectés à Buénos-Ayres, serait le premier à contenir le mécontentement et à convaincre le viceroi, tant par sa conduite personnelle que par les preuves légales qu'il pouvait fournir contre les insurgés, que la Junte Centrale avait été indignement trompée.

D'après ce plan, ils s'emparerent du nouveau viceroi, résolus de lui faire faire les démarches les plus fausses qu'ils purent imaginer, et de le rendre suspect et odieux par toute sorte de violations des lois et usages établis. En même tems ils firent répandre par leur agens dans la capitale que le nouveau viceroi apportait des ordres de proscription contre tous ceux qui avaient défendu la cause légitime.

Le faible viceroi se prêta à toutes leurs vues. Il demanda à être reçu à Colonia. Les lettres de Liniers, celles de l'évêque et des commandans de tous les corps, une députation de l'Audience qui se rendit auprès de lui, tous lui représenterent que les lois voulaient que son installation eût lieu à Buénos-Ayres, que la capitale était fidele, et que le plan qu'on lui avait sugéré l'exposait à des dangers. Rien ne put le convaincre. Le premier usage qu'il fit de l'autorité suprême quand il en fut revêtu, fut d'envoyer à Buénos-Ayres un commandant militaire, et d'ordonner à Liniers de se rendre sur-le-champ à Colonia, sous le prétexte qu'il avait des communications très-importantes à lui faire.

La démarche était hasardeuse pour celui-ci. Le viceroi s'etait établi dans ce port, avec un détachement de 500 hommes, toutes troupes des insurgens, à l'exception de deux campagnies de marine; et toute la force armée y était commandée par l'officier même qu'Elio avait employé pour enlever les officiers municipaux de leur exil.

Dans une situation aussi critique, Liniers répondit au viceroi, en lui faisant les objections naturelles qu'autorisait l'espece de gens dont il était entouré; disant qu'il ne doutait pas que le projet des ses ennemis ne fut de lui faire violence; que jamais la crainte d'un danger personnel n'avait ralenti son zele; mais qu'un motif bien plus puissant le retenait: qu'il avait sous les yeux la preuve que les troupes qui avaient soutenu l'autorité légitime et ceux du peuple qui avaient suivi le même parti, étaient consternés de la méfiance qu'on leur témoignait; que leur attachement pour un chef sous lequel ils avaient servi avec gloire et succès, ne leur permettait pas de considérer avec indifférence la violence qu'on voulait lui faire, après l'avoir comblé d'humiliations pour prix de ses services et de sa fidélité; que ses sentimens étaient exaltés chez eux au dernier point; qu'il travaillait de toutes ses forces à les ramener à la modération, mais qu'il ne croyait pas avoir encore triomphé complétement des préjugés défavorables qui animaient ces braves gens. La réponse du viceroi fut un nouvel ordre à Liniers de paraître à la Colonie.

Liniers prit sur-le-champ son parti et résolut de se rendre à la Colonie. Il eut, avant son départ, une longue conférence avec les chefs des corps. Il leur fit sentir la nécessité d'une parfaite résignation, comme le seul moyen de déjouer les projets de leurs ennemis, et en même tems comme de la plus grande preuve d'attachement et de reconnaissance qu'ils pouvaient lui donner; il leur dit qu'il pouvait supporter toute espece d'infortune, excepté celle de donner prise à la malveillance sur son honneur; que le moindre défaut de subordination de leur part lui serait attribué uniquement, à lui qui préférerait un coup de pistolet à ce que ses compagnons d'armes pussent un seul moment démentir les grands principes de fidélité et de patriotisme qu'ils avaient développés si énergiquement dans les circonstances critiques où ils s'étaient trouvés, etc.* Malgré toutes leur représentation, Liniers partit pour la Colonie, où il arriva incognito. Il eut le bonheur de convaincre le viceroi de tout ce qu'il lui dit. Il le détermina à passer à Buénos-Ayres, où, grâce aux soins de Liniers, il fut reçu avec acclamations. Liniers lui proposa de marcher lui-même à la tête de quelques centaines de ses volontaires pour pacifier les provinces qui s'étaient insurgées à la suggestion des partisans d'Elio. Don Baltazar Cisneros ne jugea pas à propos d'accepter cette proposition. Il lui communiqua un ordre de la Junte Centrale pour retourner en Europe: mais Liniers lui représenta qu'il ne pouvait pas s'y soumettre, avant qu'il n'ût eu connaissance que l'autorité qui représentait le Roi, ayant reçu ses dépêches, se fût convaincue de la loyauté et de la pureté de sa conduite; que tous les préjugés que la calomnie avait répandus sur sa réputation fussent dissipés; que l'exemple de tant de braves officiers sacrifiés à la frénésie du peuple et aux clameurs des méchans, lui faisait redouter le même sort; et qu'après avoir, dans le cours de 35 années, donné des preuves non équivoques

* Lorsque cet homme loyal tenait ce langage à ces compagnons d'armes, il ne s'attendait pas qu'il perirait, quelques mois après, massacré d'un coup de pistolet d'un de ces mêmes *polissons* devenus assassins, dont il a été question ci-dessus.

qu'il savait affronter les périls, il ne se croyait nullement obligé d'aller se livrer aux couteaux et aux poignard sans utilité pour la patrie. Sa requête fut portée au conseil, qui détermina le viceroi à y condescendre, et la ville de Cordova fut indiquée pour le lieu de sa résidence, en attendant les réponses d'Espagne.

(Ici nous sommes obligés de laisser une lacune, que nous remplirons incessamment, et qui doit contenir les événemens qui se sont passés à Cordova depuis Janvier jusqu'en Juillet, your en venir aux derniers momens de ce brave et loyal chevalier français, assassiné par ses ennemis. Nous les trouvons dans la lettre suivante que nous venons de recevoir de Buénos-Ayres. Il ne faut pas oublier qu'elle est écrite par un négociant, influencé par les chimeres de l'indépendance américainè et des illusions de commerce et de profit qui se dissiperont bientôt. Une courte expérience a déjà dû enseigner aux spéculateurs britanniques que toutes les révolutions sont destructives au commerce, et que l'on ne fait qu'y gagner en fureur ce qu'on y perd en bonheur! ! Le 15 Septembre, on voyait beaucoup de fusils, mais pas un dollar, à Buénos-Ayres.)

Buénos-Ayres.

LE 15 SEPTEMBRE, 1810.

Par ma derniere, je vous informai que Liniers et son parti avaient fui de Cordovo, et de la probabilité qu'il y avait, qu'ils seraient faits prisonniers par les troupes qu'on avaient fait marcher d'ici. La chose a eu effectivement lieu, ainsi que je l'avais prévu: à cinquante lieues de Cordova, le 5 ou le 6 du mois dernier. On s'assura ce jour-là de tous les chefs du parti qu'on appelle ici le parti anti-Américain, sans qu'il fût en leur pouvoir de faire aucune résistance, ni de garder avec eux sur trois cent cinquante hommes avec lesques ils étaient partis, au delà d'un très-petit nombre de domestiques qui avaient soin de leurs chevaux. On saisit avec eux toute leur correspondance avec le gouvernement et le commandant de la marine à Montevideo, ainsi qu'avec les chefs des provinces intérieures. On a dit que l'on avait découvert dans cette correspondance un plan combiné avec ces personnes pour le renversement du gouvernement actuel et pour perpétuer leur autorité, quel que fût le sort de l'Espagne, dans l'espoir qu'en gardant les rênes du gouvernement dans leurs mains, ils seraient à même d'empêcher ces colonies-ci de se séparer de la mere-patrie, et en même tems de conserver leurs emplois. Ce plan de conduite, adopté par les gouverneurs Européens de ces provinces, fait voir combien il est difficile à cette classe d'hommes d'adapter leurs mesures au changement d'opinion survenu parmi ce peuple qu'ils gouvernent, et à sa marche inévitable d'un état de vasselage a un état de liberté et d'indépendance qui sera avant peu la marche universelle des natifs de ces immenses contrées. Ces personnes ont fondé leur systême d'opposition aux Américains sur l'idée qu'ils se sont faite que ces peuples étaient encore les mêmes qui, depuis deux siecles et demi, étaient restés soumis tranquillement à leur domination. En cela ils ont commis une erreur funeste, et on a fait payer bien cher leur méprise au habitans de Cordova. Cinq d'entr'eux, Liniers, Conche le gouverneur, un colonel Allende, et deux autres ont été fusillés le 26 du mois dernier, en vertu d'une sentence rendue contre eux par la Junte. L'évêeque de Cordova qui s'était mis de leur parti, a aussi été fait prisonnier, et on l'a renfermédans un couvent auprès de cette ville.

Cette exécution, ainsi qu'on doit

le croire, a causé ici la plus vive sensation, non-seulement parce que Liniers était très-populaire parmi le militaire et les basses classes du peuple, mais aussi parce qu'on ne s'attandait pas que la Junte oserait prendre une mesure d'une nature aussi vigoureuse. L'effet de cette mesure a été de frapper de terreur les adversaires qu'elle a ici ; il n'est pas possible de douter qu'elle n'ait le même effet dans tout le pays, et qu'elle ne serve à prévenir toute opposition de la part des gouverneurs de l'intérieur, et à les engager à chercher leur sûreté dans une prompte fuite : s'ils ne prennent pas ce parti, je crains bien qu'ils ne subissent le même sort, car l'expédition partie de Buénos-Ayres s'avance à marches forcées vers le Pérou, déjà augmentée jusqu'au nombre de 3000 hommes avec la perspective d'un succés complet. On ne connait pas encore quels sont les griefs qui ont servi de base à la procédure qui a été intentée aux cinq personnes en question, ni quels peuvent avoir été les motifs de la sentence par laquelle ils ont été condamnés et mis à mort. On n'a jusqu'à ce moment rien osé publier à cet égard. On a, à ce que je crois, jugé prudent d'attendre jusqu'à ce que les premieres émotions de surprise et de douleur que cet evénement a causées dans l'esprit public, soient dissipées et que le peuple soit en état de se former une opinion juste des motifs qui ont déterminé ce gouvernement-ci à une mesure qui entraîne après elle une si haute responsabilité.

Il est survenu en dernier lieu une circonstances qui, quoique d'un très-mauvais augure tant pour le pays que pour nous autres négocians, a au moins produit le bon effet de détourner l'attention publique de cette catastrophe, et de la porter toute entiere sur ce qui se passe en ce moment.

Il ne s'agit pas moins que de l'état de blocus dans lequel ce port a été mis par les gouverneurs de Montevideo, et l'exclusion de tous les bâtimens nationaux et étrangers, jusqu'à ce que l'on connaisse la détermination de notre amiral et de notre ambassadeur à Rio de Janeiro, en réponse aux dépêches qui leur ont été expédiées tant par ce gouvernement-ci que par le capitaine Elliot, de la corvette de S. M. la *Porcupine*, l'officier le plus ancien de la station, et qui provisoirement a consenti à la mesure en question.

Pour pouvoir porter un jugement sain sur cette affaire, il faut remonter à l'origine des dissentions entre Buenos Ayres et Montevideo.

Lorsque les habitans de Buénos Ayres eurent dissous l'ancien gouvernement colonials, ils firent parts sur-le-champ de leurs procédés à ceux de Montevideo, les invitant à faire cause commune avec la capitale. Le Viceroi déposé, Cisneros, les membres de l'Audience royale, et les négocians européens les plus influens de cette ville, firent en même tems tout ce qu'ils purent pour empêcher cette union désirée, et engagerent le commandant de la marine et ses officiers, dont le port de Montevideo est la station et la résidence ordinaire, de coopérer avec eux. Cependant il paraissait si nécessaire d'entretenir une union cordiale entre les deux villes, que dans la premiere assemblée, le habitans de Montevideo, après qu'ils eurent reçu les avis de la Junte nouvellement établie à Buénos-Ayres, il fut déterminé à l'unanimité, qu'ils devaient concourir cordialement aux mesures adoptées par la capitale. Cependant comme il fallait arranger les conditions de leur jonction avec la Junte de Buénos-Ayres, de maniere à pourvoir à leurs propres intérêts, avant de donner leur vote

definitif, l'assemblée fut ajournée au landemain, afin de pouvoir examiner à fond dans l'intervalle, quels seraient les termes et les priviléges qu'il leur conviendrait de faire stipuler dans le traité qu'ils concluraient avec leurs freres.

L'assemblée se réunit en conséquence le lendemain, et tandis qu'elle était occupée à discuter les objets importans qui étaient sur le tapis, un brigantin marchand espagnol parut au large du port, et l'on s'aperçut par les signaux qu'il arrivait d'Espagne. Le commandant de la marine pensa alors qu'il avait une belle occasion de détourner le peuple du projet qu'il avait de se réunir à celui de la capitale, et pour l'engager à reconnaître le Conseil de Régence qui jusques-là n'avait jamais été formellement reconnu comme le représentant légal du souverain, quoique le dernier vice-roi eût fait connaitre par un décret public son établissement et son instalation. Il envoya en conséquence à bord du brigantin qui venait d'arriver un officier de confiance qui retourna à terre peu de tems après, rapportant avec lui un bulletin de nouvelles que ce bâtiment apportait d'Europe. Ce bulletin portait que les affaires d'Espagne étaient dans la situation la plus florissante. On y représentait la Régence comme reconnue par toutes les provinces et villes d'Espagne qui n'étaient pas occupées par l'ennemi, ainsi que par toutes les puissances étrangeres alliées, comme possédant au plus haut degré la confiance du peuple, et des ressources si considérables, en armes, en argent et en troupes, qu'on avait les plus brillantes espéran pour le succès final de la cause de l'Espagne. L'officier se présenta à l'assemblée, ces nouvelles à la main, avec toutes sortes de démonstrations de joie, et les plus fortes assurances que le peuple pouvait compter sur la vérité du bulletin qu'il leur apportait. Dans le premier moment d'exultation, les Européens demanderent sur-le-champ que l'on reconnut la Régence, et que l'on proposât à la capitale d'en faire autant, comme condition fondamentale de l'union proposée entre les deux ville.

Il fut en conséquence expédié des dépêches à la Junte pour l'informer de ce qui venait d'avoir lieu à Montevideo, et demander que les autorités de la capitale prêtassant serment d'allégeance à la Régence.

Dans l'intervalle que prit cette communication les habitans de Montevideo eurent le tems de revenir des premiers effets de la surprise et de la joie que les nouvelles supposées d'Espagne leur avaient causées, et d'examiner si elles méritaient la confiance qu'on y avait ajoutée. Il ne fallut pas faire beaucoup de questions aux passagers et à l'équipage du brigantin nouvellement arrivé, pour découvrir bien vite que la majeure partie de ce qu'on avait fait croire au peuple de Montevideo, était faux ou au moins prématuré, et que lorsque le bâtiment était parti, les affaires d'Espagne étaient précisément dans la même situation que lors du départ du navire arrivé quelque tems auparavant, par lequel on avait su l'irruption des Français en Andalousie, l'occupation de Séville, la confusion et l'alarme qui régnaient à Cadix, et la formation incohérente du Conseil de Régence dans cet état de terreur et d'incertitude, par les membres de la Junte Centrale qui s'étaient soustraite par la fuite à la rage des habitans de Séville. Le peuple de Montevideo, voyant dans quel dilemme il avait été attiré par le stratagême du commandant de la marine, se trouva dans la plus grande perplexité, et il

se serait peut-être porté à des mesures désespérées contre lui, s'il n'en avait pas pris lui-même pour sa sûreté. Voyant combien l'esprit public était échauffé et indigné contre lui, il fit mettre à terre les équipages de tous bâtimens armés qui étaient sous son commandement, et les cantonna dans un vaste arsenal, entouré de bonnes murailles, du côté de la baie, et s'assura des avenues qui conduisaient à ce dépôt ainsi que de la place de débarquement, en y plantant du canon.

Tandis que cela se passait à Montevideo, la Junte de Buénos-Ayres avait reçu les dépêches du gouverneur de la premiere ville, et après mure délibération, elles s'était déterminée à envoyer un de ses secrétaires, un docteur Paso, avocat distingué par sa prudence, sa modération et son éloquence persuasive, comme député pour traiter en son nom avec le gouvernement de Montevideo, et afin d'y faire comprendre plus complétement au peuple, s'il était possible, ce qui avait déjà été fait, les raisons qui avaient nécessité le changement de gouvernement, les principes sur lesquels celui qui l'avait remplacé se proposait d'agir, et les nombreux motifs que les habitans des deux villes avaient de désirer une union cordiale.

Cependant le commandant de la marine et ses officiers prirent des mesures pour empêcher l'envoyé de la Junte de Buénos Ayres de remplir l'objet de sa mission. Quand il arriva à une petite distance de Montevideo, il reçut du gouverneur une intimation qu'il serait, à propos qu'il attendit hors de la ville, jusqu'à ce qu'il eût été pris des mesures pour garantir la sûreté de sa personne, qu'on lui dit courir des risques, s'il entrait sans précautions. Tout ceci n'était pourtant qu'un prétexte, dont l'objet était de donner au gouverneur et au commandant de la marine le tems de disposer les troupes de maniere à empêcher le peuple, qu'ils craignaient devoir être influencé par le député de Buénos-Ayres, de tenter de se venger de la surpercherie qu'on avait pratiquée envers lui.

Tout étant préparé, conformément à ce plan, le député de Buénos-Ayres fut informé qu'il pouvait entrer dans la ville ; ce qu'il fit en conséquence, et il fut conduit devant une assemblée des principaux habitans qui avait été convoquée exprès pour apprendre l'objet de son ambassade. Le docteur Paso y développa au long la matiere qu'il avait été chargé de mettre sous leurs yeux, et les pressa d'adhérer à leur premiere résolution de s'unir avec la capitale, ainsi qu'ils en étaient convenus à l'unanimité la premiere fois qu'ils s'étaient assemblés. Lorsqu'il eut fini son discours, le commandant de la marine essaya de lui répondre par un discours très-véhément où il s'opposa à tout plan d'union avec la capitale, qui n'aurait pas pour base fondamentale la reconnaissance de la Régence par son gouvernement. Qund le discours du commandant de la marine fut achevé, un des membres de l'assemblée proposa, qu'on allât aux voix sur la proposition de l'envoyé de la Junte. Alors le commandant de la marine déclara avec la plus grande insolence qu'il n'y avait pas lieu à prendre l'avis de l'assemblée sur l'objet en question, vu que son opinion à lui était celle du peuple. Cette assertion fut soutenue par tous les officiers qui, placés à des distances convenables, soit dans le lieu de l'assemblée soit au dehors parmi le peuple, servaient d'échos aux déclarations de leur chef, et par leurs bruyans applaudissemens et leurs démonstrations qu'ils étaient déterminés à le soute-

nir dans ses mesures, maîtrisaient par la terreur et l'assemblée et le peuple. On se sépara sans même que la question importante qui avait été agitée eût été mise aux voix.

Le docteur Paso voyant qu'il ne pouvait faire aucun bien, retourna dans la capitale, et les chefs de Montevideo publierent une proclamation dans laquelle ils déclarerent cette ville séparée de la jurisdiction de la capitale, et qu'ils considéreraient comme ennemis tous ceux qui ne reconnaîtraient pas le Conseil de Régence pour le représentant légitime du souverain.

En vertu de cette détermination, ils envoyerent des dépêches aux gouverneurs de toutes les provinces de l'intérieur, et au viceroi de Lima, demandant des secours, et offrant toutes leurs ressources pour faire une attaque combinée sur la capitale, afin de renverser le gouvernement actuel et de rétablir l'ancien. Quant à la derniere partie de ce plan, la Junte l'avait déjà rendu impratiquable, car elle avait embarqué, dans une nuit, à bord d'un petit bâtiment fin voilier, le dernier viceroi et tous les membres de la chambre d'Audience, et elle les avait envoyés en Espagne. Peu avant cet événement, le capitaine Elliot arriva à Montevideo dans la frégate de S. M. la *Porcupine*, venant de Rio Janeiro d'où il était parti avant qu'on y eût appris aucune nouvelle du changement important qui était survenu dans ce gouvernement-ci. Les chefs du parti anti-Americain à Montevideo se mirent immédiatement à l'ouvrage pour mettre le capitaine Elliot de leur côté, et *malheureusement* ils y parvinrent. Ils lui représenterent que la Junte de Buénos-Ayres était un gouvernement illégitime, établi par quelques factieux qui n'avaient que leurs intérêts particuliers en vue, en détruisant les anciennes autorités légitimes de la viceroyauté ; que le gouvernement de Montevideo étant composé de ces anciennes autorités était en conséquence un gouvernement légitime, et qu'il avait donné les preuves les plus convainquantes de sa fidélité à la monarchie espagnole, et de son adhésion à la cause commune contre la France, en reconnaissant la Régence et en se séparant de la juridiction de Buénos-Ayres, parce qu'elle avait refusé de suivre la même marche.

Le capitaine Elliot qui était arrivé dans ce pays-ci, sans nullement s'attendre à une révolution de cette nature, et dans la ferme persuasion que le viceroi Cisneros était le chef auquel il devait avoir affaire, accéda sur-le champ aux raisons des gens de Montevideo, et déclara, impolitiquement peut-être, son approbation du parti qu'avaient pris les gouverneurs de Montevideo, le mépris qu'il faisait de notre Junte, et sa détermination de traiter avec Cisneros, tout déposé qu'il était, comme le chef légitime de toutes les autorités de la viceroyauté.

On eut bien soin d'inculquer ces idées dans l'esprit du capitain Elliot, en lui faisant voir des lettres des Européens établis à Buénos-Ayres, qui représentaient cette ville comme le théâtre des plus grands désordres, et des plus atroces violences, et on le persuada si complétement des ces faussetés qu'il écrivit au lieutenant Ramsay, commandant la goëlette le *Misletoe*, qui était alors mouillée ici, pour le prier de lui faire savoir s'il ne devait pas faire remonter sa frégate devant la ville, afin de pouvoir y donner asile aux Anglais et aux loyaux Espagnols qu'il apprenait être dans le plus grand danger. A la réception de cette lettre, le lieutenant Ramsay alla tout de suite à Montevideo avec sa goëlette, et ra-

mena avec lui le capitaine Elliot, qui fut bientôt détrompé, au moins relativement au danger prétendu où on avait tenté de lui faire croire qu'étaient les Espagnols loyaux et les Anglais. Cependant il conserva ses premieres impressions sur le reste, et il retourna à Montevideo, où il resta jusqu'au départ du *Misletoe* pour Rio. Alors il vint ici avec sa petite frégate et y établit sa résidence.

Les choses demeurerent tranquilles pendant quelque tems. La Junte permit que la communication ordinaire eutre Buénos-Ayres et Montevideo restât ouverte comme auparavant, et les anciennes relations coutinuerent, suivant les anciens réglemens établis, jusqu'au moment où il survint une circonstance qui engendra de la part du gouvernement du Montevidéo, une succession de mesures violentes qui ont fini par le blocus actuel.

La jurisdiction de la capitale s'étend jusqu'à la rive orientale de la riviere de la Plata, et comprend Maldonado et Colonia, deux petites villes situées sur ses bords, la premiere au sud, et la seconde au nord de Montevideo. Lors de l'établissement de la Junte, les deux l'avaient reconnue formellement. Quelque tems après, la Junte fut informée que le commandant de Colonia intriguait avec les chefs de Montevideo, et elle envoya un détachement armé pour s'en saisir. Ce détachement échoua dans sa tentative, le commandant de Colonia trouva moyen de se sauver à Montevideo, où il fut reçu à bras ouverts, et d'où l'on fit aussitôt partir des troupes pour occuper Colonia et Maldonado. On détacha en même tems de Montevidéo quelques petits bâtimens armés pour croiser à l'embouchure de la Parana et de l'Uruguay, et intercepter les embarquations qui approvisionnent la capitale de bois, de charbon et d'autres denrées provenant des îles de ces deux rivieres : il en fut arrêté plusieurs. On fit en même tems une attaque contre une île située dans la riviere de la Plata, près de la rive orientale, un peu au dessus de Colonia, laquelle servait de prison à quelques criminels qu'on y avait transportés de Buénos Ayres. Ils les emmenerent avec eux et détruisirent les batimens dans lesquels ils étaient détenus. La Junte jugea alors que le tems était venu de ressentir ces outrages, et en conséquence elle coupa toute communication entre la capitale et Montevideo, fermant le port, et mettant un embargo sur tous les bâtimens qui s'y trouvaient, à l'exception des navires anglais et des autres puissances neutres amies. Lorsque cette circonstance fut connue à Montevideo, l'effet qu'elle produisit fut de porter les chefs à des mesures plus violentes encore ; ils se mirent alors à armer tous leurs bâtimens, ils rendirent une proclamation, par laquelle ils mettaient le port de Buénos-Ayres en état de blocus, à partir du 19 du mois d'Août, et annoncerent leur détermination de traiter comme ennemis tous ceux, espagnols ou étrangers, qui tenteraient de résister à cette mesure. Ils firent part de cette résolution au capitaine Elliot, et de leurs préparatifs pour la mettre à exécution. Le capitaine Elliot, recevant cette communication de la part des chefs de Montevideo, se rendit à la Junte, et étant réquis par ses membres d'interférer pour la protection du commerce de la Grande-Bretagne et de ses alliés, ainsi attaqué par les chefs de Montevideo, il répondit qu'il ne se regardait pas comme autorisé à s'interposer dans cette affaire, ses instructions lui enjoignant d'observer la plus stricte neutralité dans sa conduite envers les deux gouvernemens.

(La suite au numéro prochain.)